



(MAGALI GIRARDIN)

RETOUR DES SAMEDIS DU VÉLO

PRINTEMPS Avec les beaux jours, les safaris urbains sur deux-roues font leur come-back. Page 25



CULTURE Le 46e Printemps carougeois se décline sur le thème du cirque. Page 34

«J'aimerais voir des frontaliers suisses travailler en France!»

■ Le projet d'agglomération franco-valdo-genevois prend une autre ampleur avec un accord signé côté français.

■ Pierre Lellouche est favorable à la création de zones franches, tout comme Micheline Calmy-Rey. Explications.

SOPHIE ROSELLI ANNEMASSE

Coup d'accélérateur dans le processus de rapprochement franco-valdo-genevois. Les Français parlent désormais d'une même voix pour faciliter la création d'une gouvernance de la métropole lémanique. «Nous avons bâti une équipe de France au-delà des clivages politiques», s'est réjoui samedi celui qui se considère comme l'entraîneur, Pierre Lellouche, secrétaire d'Etat chargé des Affaires européennes.

Genève, Vaud et la Confédération doivent à leur tour approuver la charte. La région Rhône-Alpes a d'ores et déjà annoncé investir 72 millions de francs d'ici à 2014. Objectif: améliorer la vie quotidienne de part et d'autre de la frontière. La création d'un guichet unique pour les transfrontaliers et surtout l'établissement de zones franches sont envisagés.

Présent samedi au 28e Congrès du Groupement transfrontalier européen, à Annemasse, rassemblant 400 personnes, Pierre Lellouche a retrouvé Micheline Calmy-Rey, venue pour la première fois au rendez-vous des frontaliers. Extraits d'un échange improvisé, aux allures de match...

On a l'impression que le dossier avance en réaction à la campagne antifrontaliers d'octobre dernier.

Pierre Lellouche: Pas du tout, j'ai pris ce dossier avant l'été. Il arrive à maturation après cinq mois de travail avec de nombreux intervenants français qui ne parlaient pas d'une même voix, ainsi qu'avec les autorités suisses.

N'est-ce pas un fantasme de vouloir créer des zones franches, qui risqueraient d'engendrer des délocalisations entre régions françaises?

P. L.: Pour l'heure, les délocalisations dans cette région ne vont pas vers la Chine ou vers le Vietnam, mais vers des pays à très forte monnaie et à très forte valeur ajoutée que sont la Suisse et le Luxembourg. C'est frappant! Je voudrais utiliser la problématique transfrontalière pour ouvrir un débat devant les Français sur notre propre compétitivité.

Que peut gagner la Suisse dans ce projet d'agglomération?

Micheline Calmy-Rey: Genève n'a plus de logements. On a besoin de se développer avec la France. Sinon nous risquons d'exporter nos travailleurs les moins riches, les HLM, les EMS, etc., du côté français et subir un développement anarchique.

Que signifie bâtir une politique transfrontalière?

M. C.-R.: Il existe déjà une politique transfrontalière. Ce n'est pas parce que la France ne s'en est pas occupée que la région ne s'est pas développée. Il y a 80 000 frontaliers qui travaillent à Genève. Cela veut dire qu'il y a quelques problèmes côté français et côté suisse. Cette situation provoque des difficultés en termes d'aménagement du territoire. En somme, nous voulons éviter qu'il y ait les emplois sur Suisse et les dortoirs sur France.

P. L.: Et les frais qui vont avec!

M. C.-R.: Les frais existent aussi en Suisse... (sourire) Nous avons une surcharge du réseau routier, par exemple. Les problèmes sont communs. On aimerait



L'accord signé samedi par les Français autour de Pierre Lellouche (à droite) permet de faciliter les discussions avec la Suisse. (LUCIEN FORTUNATI)

avoir un développement régional avec des politiques fiscales, sociales et d'aménagement du territoire harmonieuses. La région s'est beaucoup développée. Il s'agit maintenant de lui donner un cadre juridique et de la substance.

P. L.: Genève s'est développée comme un grand pôle économique. Cette prospérité profite de façon indirecte aux deux départements français voisins, mais

on n'en profite pas assez.

M. C.-R.: C'est l'une des régions les plus riches de France!

P. L.: Oui, mais nous souhaitons tous les deux que cette prospérité soit équitablement partagée. J'aimerais voir des frontaliers suisses venir travailler en France! Ce n'est pas un rêve, c'est possible.

M. C.-R.: Vous êtes un peu fautif, parce que toute la région de Lyon s'est développée en op-

position à la région genevoise (sourire). Finalement, le développement qui s'est réalisé autour de Genève en matière d'emploi s'est fait contre la volonté politique de la France.

P. L.: Ma collègue suisse est redoutable.

En tant que secrétaire d'Etat aux

Affaires européennes, que pensez-vous de l'affaire libyenne?

P. L.: J'ai trouvé déplorable que certains aient traité sur le même plan la Suisse et la Libye. La Suisse est une démocratie qui fait partie de la famille européenne. Les mettre dans le même sac est scandaleux.

Un message contre la xénophobie

La campagne antifrontaliers d'octobre dernier est encore dans tous les esprits, comme l'a rappelé samedi le maire d'Annemasse, Christian Dupessey. C'est dans ce contexte que les propos de Micheline Calmy-Rey, venue pour la première fois au Congrès du Groupement transfrontalier, ont été applaudis: «Le frontalier n'a plus rien de l'étranger que visent les xénophobes. Toutes les tentatives de diabolisation doivent être combattues avec

vigueur, tout comme les velléités discriminatoires.» Selon elle, «si l'économie suisse absorbe tant de capacités nouvelles, c'est qu'elle en a besoin». Finalement, «seules les plaques de voiture nous distinguent». Eric Stauffer, président du Mouvement citoyens genevois, a réagi hier en réclamant des excuses du Conseil fédéral pour les propos insultants tenus par Mme Calmy-Rey à l'égard des électeurs du MCG. (SR)

Tous les sujets qui fâchent ont été abordés lors du congrès

■ **CEVA**
«Nous sommes en train de rassembler les financements nécessaires côté français pour, je l'espère, démarrer dès l'année prochaine les premiers travaux», a annoncé Pierre Lellouche.

■ **Imposition à la source**
Le standard du Groupement transfrontalier a explosé récemment, mais en l'absence d'informations claires, il a été conseillé aux frontaliers de ne rien changer à leur déclaration fiscale. Les autorités genevoises poursuivent l'analyse du dossier et

promettent d'éditer une brochure d'information destinée aux frontaliers et résidents permis B, selon le conseiller d'Etat genevois David Hiler.

■ **Indemnités chômage des travailleurs frontaliers**
Pierre Lellouche a insisté: «Il est inacceptable qu'un pays de résidence comme la France, qui subit un exode quotidien de travailleurs, ne bénéficie d'aucune aide financière de la part du pays où ces travailleurs cotisent.» La prise en charge de prestations par la Suisse sera prochainement discutée. SR

PUBLICITÉ

PROFITEZ DU SOLEIL !

Fabriquez votre électricité

Etanchéités avec capteurs photovoltaïques

www. **Geneux Dancet** .ch